

Abed Charef  
Algérie, Le grand dérapage  
Editions de l'Aube, 1994  
pp. 234-241

## Les élections de décembre 1991

Le FIS n'annonce sa participation officielle aux élections que le 14 décembre, douze jours avant le scrutin. Mais depuis le 6 décembre, sa participation est acquise, lorsque les premiers enregistrements de sa campagne électorale sont diffusés par la télévision. Ce sont Abdelkader Hachani et Mohamed Saïd qui lancent la campagne, relayés par d'autres personnalités, comme l'ancien footballeur international Salah Assad et Amar Brahmia, le manager du champion du monde d'athlétisme Noureddine Morcelli. Moghni, qui tient la mosquée Essounna, Rabah Kebir et Abderrezak Redjam jouent également un rôle important.

La campagne du FIS est celle d'un parti conquérant. Le seul doute pour les dirigeants du FIS concerne l'ampleur de leur victoire. Le 20 décembre, à la mosquée Essounna, Moghni, candidat à Bab-El-Oued, prédit un raz-de-marée. Il estime que son parti obtiendra 90 % des sièges dès le premier tour. « Nous n'attendrons pas le deuxième tour pour avaler le pouvoir et les autres partis », dit-il, rassurant les militants sceptiques qui se demandent si la décision d'aller aux urnes est bonne. Abbassi Madani et Ali Belhadj sont d'accord avec cette décision, assure-t-il. Hachani prévoit, de son côté, que le FIS recueillera 70 % des suffrages.

Quarante-neuf partis au total sur les cinquante-huit agréés participent aux élections. Ils présentent 4691 candidats, auxquels s'ajoutent 1021 indépendants. Il y a, en moyenne, un peu plus de treize candidats par circonscription électorale, avec deux à trois candidats indépendants. Seules cinquante-trois femmes sont candidates chez les partis, avec quatre indépendantes ; elles représentent 1 % seulement des candidats.

La campagne électorale suscite peu d'intérêt. Le PAGES boycotte les élections, le MDA et le MAJD ont toujours les yeux braqués sur les présidentielles. Le FIS continue de souffler le chaud et le froid sur ses intentions, promettant de respecter la démocratie ou d'ériger des tribunaux populaires pour juger les anciens responsables, selon l'identité du dirigeant qui s'exprime et la nature de son auditoire. Le FFS mène une excellente campagne en Kabylie et à Alger, où ses réseaux réussissent à l'implanter. Le FLN mène sa campagne sur le thème des réformes. Il maintient les candidatures de jeunes cadres, technocrates, entrepreneurs, ayant une bonne cote au niveau local. Il se présente comme l'initiateur du processus démocratique et son chef de file reste Mouloud Hamrouche, qui doit toujours faire face à la contre-campagne animée par Ghazali, avec le soutien de Ali Kafi, alors patron de l'Organisation des moudjahidines. Le chef du gouvernement sillonne le pays, où il multiplie les attaques contre le FLN, qu'il accuse de vouloir « uniquement s'accrocher au pouvoir pour le pouvoir ». Il se rend à Annaba, Tlemcen, Oran, faisant de brèves apparitions à Alger, où Larbi Belkheïr semble avoir pris les choses en main. La veille des élections, Ghazali est à Oran, où il s'attaque violemment au FLN. Il l'accuse de « créer un climat d'hostilité » autour du gouvernement et affirme que les dirigeants du FLN « jouent la stratégie du pourrissement à la seule fin d'arriver au pouvoir ».

Ghazali devait aussi intervenir à la télévision le 24 décembre, moins de quarante-huit heures avant les élections. Il prépare un dernier tir de barrage contre le FLN. Il avertit les responsables de la télévision de son intervention et leur demande de prendre les dispositions nécessaires. L'information parvient à la présidence qui prend Ghazali de court. C'est au chef de l'État de parler à la veille d'une échéance aussi importante. C'est finalement Chadli qui s'adresse aux Algériens, pour les appeler à « participer massivement aux élections ». Il sait que le FIS fera le plein et que la capacité des autres courants à avoir des sièges dépend de la mobilisation des abstentionnistes. Il appelle aussi à « élire une assemblée représentative des différentes couches de la société algérienne ». « Le vote est un droit et un devoir », dit Chadli qui se déclare « déterminé à mener jusqu'au bout le processus démocratique ». Il lance une dernière mise en garde contre « les traquenards, les manœuvres et les manipulations dans le but d'exploiter les nobles sentiments du peuple pour des raisons strictement électoralistes ». Il assure que « toutes

les dispositions de sécurité ont été prises pour que le scrutin se déroule dans la sérénité et le calme ».

Dans un entretien à la radio, Chadli évoque aussi son propre avenir. « S'il faut que je reste jusqu'à la fin du mandat présidentiel, je resterai », dit-il en réponse aux partis qui demandent d'aller rapidement à des élections présidentielles. « On a pensé, lorsque j'ai évoqué l'éventualité d'élections présidentielles anticipées, que j'allais terminer les élections législatives puis les présidentielles, et je m'en irais ensuite, laissant tout le monde se débrouiller. » Il rejette ce scénario et précise que la démocratie doit s'instaurer par étapes, sa retraite ne devant intervenir que dans des conditions normales. « Il n'y aura d'élections présidentielles anticipées que si toutes les conditions sont réunies. On ne peut penser à ces élections dans un climat trouble, dans lequel pèsent des menaces sur l'unité nationale et sur le devenir de la nation. »

Les propos les plus controversés de Chadli sont contenus dans cette même déclaration, lorsqu'il affirme qu'il est prêt à « cohabiter avec la majorité qui sortira des urnes », donc éventuellement avec le FIS. Il déclare ne nourrir « aucune appréhension » envers l'opposition. « Nous respecterons la volonté du peuple. Il n'y aura pas de compétition entre le président et le gouvernement. Je veillerai seulement au respect de la Constitution. Je ne crois pas qu'il y ait un quelconque problème si on respecte la Constitution », dit-il en réponse à une question sur une victoire éventuelle du FIS. Il appelle tout de même les Algériens à éviter les « aventures politiques », mais il envisage cette éventualité dont il rejette la responsabilité sur les partis démocrates. En effet, dit-il, en cas de victoire du FIS, « ce serait alors aux citoyens et aux partis attachés à la démocratie de se demander ce qu'ils ont fait pour que le pays reste stable ». Il critique le « manque de courage politique » de l'opposition démocratique. « L'Etat est prêt à assumer ses responsabilités, sans changer de démarche, ni passer à une dictature militaire », dit-il. En tout cas, dans cette déclaration, Chadli exclut de recourir à un coup de force contre le FIS et écarte de se plier à lui. Il semble préférer une défaite des islamistes, mais est prêt à composer avec, le cas échéant.

Au moment où Chadli s'adresse aux Algériens par le biais de la télévision, une attaque se déroule contre le poste de gendarmerie de Ben Mered, à Bordj-El-Kiffan. Un gendarme est blessé et deux armes sont dérobées. Le lendemain soir, un sous-officier de l'armée est tué au même endroit lors du mitraillage d'un véhicule de militaires. Un groupe particulièrement actif agit dans cette zone. Le même soir, les

membres d'un groupe armé tirent sur une patrouille de police à Birmandreïs. Mais l'incident le plus grave se déroule quelques heures avant l'ouverture des bureaux de vote. Une dizaine d'hommes armés tirent sur des gendarmes à Ouled Mendil, à vingt kilomètres au sud d'Alger. Un gendarme est tué et deux autres blessés, et un des assaillants est abattu. Toujours dans la même nuit, des bombes artisanales sont lancées contre un cantonnement de gendarmerie à Fouka, petit village côtier à quarante kilomètres à l'ouest d'Alger, et contre des unités de police à Hussein-Dey. Ces incidents semblent montrer que les courants islamistes radicaux mènent un dernier forcing pour tenter d'empêcher les élections. Mais ils échouent, car les incidents ont peu d'impact et ne sont annoncés que trois jours plus tard, une fois la victoire du FIS établie. C'est comme si les autorités voulaient, coûte que coûte, éviter de gêner la victoire du FIS du 26 décembre 1991.

Cette journée du 26 décembre commence difficilement. Des bureaux de vote, y compris à Alger, ne sont pas ouverts avant onze heures. Juste avant le vote, il y a encore eu des mutations de hauts responsables dans l'administration. Des secrétaires généraux de wilayas et des directeurs de l'administration et de la réglementation, c'est-à-dire les hommes-clés de l'administration préfectorale, sont mutés à la veille du scrutin. Ce sont finalement les réseaux du FIS qui prennent les choses en main. Le parti de Hachani a lancé une mobilisation générale de toutes ses structures, qui sont pratiquement en mesure de réaliser un pointage lorsque les électeurs sortent de l'isoloir. Ils savent qui a voté et comment ; leurs estimations se révèlent si proches de la réalité qu'il s'avère difficile de faire mieux. Selon le ministre de l'Intérieur, ils distribuent des bulletins vierges un peu partout à leurs militants. Pour les analphabètes, ils organisent un système qui ne permet pas de se tromper. Ils donnent un bulletin déjà préparé à un électeur qui va voter et lui demandent de rapporter le bulletin qui va lui être donné dans le bureau de vote. De nouveau, ils préparent ce bulletin à l'intention d'un autre analphabète, et ainsi de suite. Des camionnettes, y compris celles des communes, sont mobilisées en certains endroits pour transporter les votants. Les femmes FIS votent en masse et de manière disciplinée elles aussi.

Les autres partis sont moins présents. Seuls le FLN et le FFS tentent de mener une action timide pour contrôler les bureaux de vote. Mais leurs militants ne font pas preuve de la même discipline que ceux du FIS. Les autres partis se contentent de faire de la figuration et de parler aux médias qui restent en majorité hostiles aux islamistes. Le jour du vote, *Alger républicain*, fidèle à sa ligne hostile aux

élections, annonce en première page : « L'urne d'une fracture annoncée. » Il craint une victoire massive du FIS et appelle au boycott, tout en maintenant sa revendication pour la dissolution des « partis totalitaires ». « Le drame de ce jeudi, écrit *Alger républicain*, c'est que le pays risque de payer cher la décision, on a envie de dire la folie, de tous ceux qui ont décidé de jouer le pays à la roulette russe. » *El-Watan*, de son côté, titre : « Démocratie, ça passe ou ça casse. »

Ce jour-là, Aït-Ahmed vote pour la première fois en Algérie depuis 1963. Il suit le déroulement des élections à partir du siège de son parti, comme la plupart des principaux dirigeants de partis. Il n'y a pas d'incident signalé dans la journée, mais l'abstention inquiète. Le taux de participation n'atteint que 50,77 % des inscrits à dix-sept heures. Le ministère de l'Intérieur décide alors de prolonger l'ouverture des bureaux de vote jusqu'à vingt heures. Il laisse à l'appréciation des walis le soin de juger de la nécessité de cette prolongation pour deux heures supplémentaires. Le FIS ne proteste pas à la suite de cette mesure, visiblement prise de manière précipitée. Il est difficile de dire si les autorités avaient commencé à soupçonner les résultats du vote et ont fait une ultime tentative pour changer le cours des choses, ou si c'était une simple décision technique, sans plus. En tous les cas, Ghozali se déclare « très satisfait du déroulement, du climat et du taux de participation ».

Cette déclaration contredit les protestations qui s'accroissent. Le Mouvement démocratique pour le renouveau algérien (MDRA) de Slimane Amirat accuse le FIS d'avoir envahi les bureaux de vote d'Alger afin d'intimider les électeurs. Hamas signale des bulletins cochés et remis à des analphabètes avant qu'ils se rendent aux urnes. Le FFS dénonce les scrutateurs qui cochent FIS lorsqu'on leur annonce une voix FFS. Cette fraude a porté sur plusieurs dizaines de milliers de voix, selon lui. Le FIS aussi proteste. Hachani accuse un chef de bureau de vote d'avoir appelé à voter pour le FLN : à aucun moment, Hachani n'a évoqué les partis autres que le FLN et le FFS, car sa base savait d'où viendrait la concurrence. Le MAJD de Kasdi Merbah affirme que des bureaux de vote ont été désertés et des bulletins de vote volés. Il évoque aussi l'ouverture tardive de certains bureaux.

Toutes ces accusations passent inaperçues aux yeux du ministre de l'Intérieur Larbi Belkheïr, qui se déclare à son tour « très satisfait » du déroulement des élections. Il précise que les conditions de vote ont été « généralement parfaites » et que les incidents signalés sont « sans conséquence ». Mais au fur et à mesure que les

résultats tombent, dans la soirée, Larbi Belkheïr se montre moins sûr de lui. Quand, enfin, vers deux heures du matin, il donne une conférence de presse à la salle Ibn Khaldoun, attenante au Palais du Gouvernement, pour annoncer les premiers résultats, il a nettement changé. L'homme qui annonce la victoire du FIS a l'air fatigué, usé. Dans un premier temps, il avait fait état de résultats donnant lieu à des ballottage FLN-FIS, alors que le FFS était bien placé en Kabylie. Puis les choses se sont précisées, avec la victoire indiscutable du parti de Hachani.

Le FIS exprime sa joie bien avant l'annonce des résultats officiels. Les résultats lui parviennent avant le ministère de l'Intérieur, grâce à ses réseaux. Dans un premier temps, le FIS annonce avoir remporté 89 sièges au premier tour sur 150 circonscriptions dont les résultats sont connus. Puis il annonce 150 sièges au premier tour sur 224. Les chiffres sont précis et conformes à la réalité, à peu de chose près. Le lendemain, à la prière du vendredi à Kouba, Rabah Kebir annonce que son parti a remporté 171 sièges et ne doute pas de la majorité au second tour. Puis, Hachani annonce le soir même que ses partisans ont obtenu 189 sièges sur les 399 en jeu. Il reste alors à connaître les résultats de 31 circonscriptions seulement. 16 sièges sur 22 en compétition à Alger reviennent au FIS.

Mais cela ne lui servira à rien, car on commence déjà à décompter les lacunes des élections. Le ministre de l'Intérieur note que près de 900 000 cartes d'électeurs n'ont pas été distribuées. Le FIS est clairement accusé car, contrôlant les mairies, c'est lui qui doit normalement distribuer ces cartes. Il est donc accusé d'avoir omis les personnes qui lui sont hostiles. Le taux de participation définitif est aussi relativement bas : 58,55 %. Il atteint 58 % à Alger, fief du FIS, alors que la capitale traditionnellement vote peu. Oran enregistre un score encore plus important, avec 61,62 %, contre 64,53 % pour Constantine. Le raz-de-marée du FIS est pondéré par le raz-de-marée du FFS en Kabylie, où Aït-Ahmed est élu au premier tour à Beni Ourthilane. Abdelkader Moghni est lui aussi élu avec une confortable majorité à Bab-El-Oued, avec 67 % des voix. Curieusement, les chefs de file du FIS et du FLN, Hachani et Hamrouche, sont tous les deux en ballottage défavorable, le premier à Skikda, sa ville natale, le second à Jijel. Leurs concurrents sont du parti adverse. Saïd Saadi est, quant à lui, battu à Tizi-Ouzou par Saïd Khelil, le « patron » FFS de la ville. « Nous nous sommes trompés de société », déclare Saadi, qui accuse ses rivaux d'avoir mené la campagne électorale « dans les égouts ».

Finalement, c'est le 30 décembre que le Conseil constitutionnel proclame les résultats du premier tour, qui s'établissent ainsi :

Inscrits : 13 258 554 ;

Votants : 7 882 625, soit 59 % des inscrits ;

Suffrages exprimés : 6 897 719, soit 88,18 % des votants, mais à peine plus de 50 % des inscrits ;

Bulletins nuls : 924 906, soit 11,82 % des votants ;

Abstentions : 5 435 929, soit 41 % des inscrits ;

Nombre de sièges pourvus : 231 sur 340 ;

FIS : 188 sièges, avec 3 260 222 voix ;

FFS : 25 sièges, avec 510 661 voix ;

FLN : 16 sièges, avec 1 612 947 voix ;

Indépendants : 3 sièges ;

Ballottage : 199.

Au second tour, il y aura 198 sièges en jeu. Ils concerneront 5 403 259 électeurs. Le FIS sera en ballottage dans 187 circonscriptions, dont 143 en ballottage favorable. Il est talonné par le FLN, avec 172 candidats en lice. Mais les candidats FLN ne sont en situation favorable que dans 46 circonscriptions. Le FFS sera présent dans 17 circonscriptions, dont quatre en position favorable. Hamas, Ennahdha, le PRA, le PSD seront également présents, mais pour quelques sièges seulement. A Alger, les ballottages opposent le FIS et le FFS. Le parti d'Aït-Ahmed a remporté douze des sièges en jeu dans la wilaya de Tizi-Ouzou, et pratiquement fait le plein dans celle de Béjaïa, avec 11 sièges sur 12. Fatima Kartout, médecin, candidate FFS, est la seule femme en lice au second tour. Elle est en ballottage à Raïs Hamidou.

Le vote présente aussi de nombreux paradoxes, dus essentiellement au mode de scrutin retenu. Le FIS, avec un peu plus de 3 millions de voix sur 13 millions d'inscrits (moins du quart), obtient une confortable majorité. Le FLN, avec la moitié des voix du FIS, n'a que 15 sièges. Il a moins de sièges que le FFS, alors qu'il a près de trois fois plus de voix que lui. Le parti d'Aït-Ahmed sort renforcé, car en plus des sièges qu'il remporte, il se présente, à Alger, comme le principal rival du FIS.

Mais c'est déjà une vieille histoire, car au moment où les résultats définitifs sont proclamés, les bruits de bottes commencent à se faire entendre. Les inquiétudes grandissent. Les appels à l'annulation du vote se multiplient. C'est le FIS qui tente, le premier, de se modérer, en se rendant compte des implications du vote. Rabah Kebir veut « rassurer toutes les couches de la société algérienne », affir-

mant que le « projet islamique est celui du bien et de la générosité ». Moghni, dans le même sens, déclare que le FIS « laissera à tous les courants politiques toute la place pour s'exprimer ». Mohamed Saïd met en garde les militants du FIS contre « toute tentation de vengeance ». Mais en même temps, il appelle les Algériens à « se préparer à changer leurs habitudes vestimentaires et alimentaires », et à « s'abstenir de l'alcool ». A Kouba, un imam appelle à la création de « tribunaux populaires pour juger les traîtres ».

Faisant le bilan des élections, Mehri note que le FLN a des scores meilleurs qu'en juin 1990, mais il reconnaît l'avance du FIS. Il appelle à voter plus nombreux au second tour, espérant que l'abstention a joué d'abord en faveur du FIS. Il craint que l'Algérie « connaisse un pluralisme fictif, bâti sur un discours politique démagogique compromettant l'approfondissement du processus démocratique ».

Aït-Ahmed note que seuls sept millions d'Algériens sur treize ont voté. Avec le mode de scrutin proportionnel, le FIS n'aurait pas obtenu une aussi grande victoire, dit-il. Il annonce qu'il appellera à voter démocrate au second tour. Mais il n'y aura jamais de second tour.